

Service Risques, Énergie et Climat
Pointe de Jaham
BP 7212 – cedex
97274 Schoelcher

Schoelcher, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARA raffinerie

ZI Californie
BP 436
97232 Le Lamentin

Références : RI ENV 24.172
Code AIOT : 0022200044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 juillet 2024 dans l'établissement SARA raffinerie implanté ZI Californie BP 436 - 97210 Le Lamentin. L'inspection a été annoncée le 6 mai 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite était de contrôler le respect des exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 janvier 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARA raffinerie
- ZI Californie BP 436 97210 Le Lamentin
- Code AIOT : 0022200044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA) est autorisée à exploiter, depuis 1969, des installations de raffinage de pétrole sur le site de Californie au Lamentin.

Les installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 0041214 du 11 mai 2004

modifié. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation avec servitudes, classée SEVESO seuil haut et à la directive IED, du fait notamment de ses capacités de fabrication et de stockage d'hydrocarbures et de gaz inflammables liquéfiés.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de	Proposition
----	-------------------	-------------------------	--------------------------	-------------

			l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	de délais
1	Mise en demeure PMII arrêt réservoir A2	AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 2	Astreinte	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le réservoir A2 était toujours en exploitation le jour de l'inspection et que, par conséquent, les contrôles au titre du plan de modernisation des installations industrielles objet de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 26 janvier 2024 n'avaient pas été engagés, ce qui constitue un non-respect des exigences de cet arrêté préfectoral de mise en demeure. Un arrêté préfectoral imposant une astreinte journalière sera par conséquent proposé au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure PMII arrêt réservoir A2

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, articles 1 et 2
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
Prescription contrôlée : Article 1 La société anonyme de raffinerie des Antilles (SARA) exploitant une installation de raffinage et stockage de produits pétroliers sise ZI Californie sur la commune du Lamentin, est mise en demeure, à compter du 15 juin 2024, de respecter les prescriptions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié pour le réservoir de brut A2 et celles de l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié pour la cuvette de rétention associé conformément aux guides en vigueur. Article 2 L'exploitation du réservoir A2 est interdite à compter du 15 juin 2024 au plus tard. Dans l'intervalle, l'exploitant renforce la surveillance quotidienne du réservoir et met en œuvre des contrôles géométriques du réservoir tous les mois. En cas de dérive constatée, l'exploitant prend, sans délai, les dispositions pour mettre en sécurité le réservoir. Il transmet par ailleurs, sous 1 mois, une étude technique concernant la possibilité de vidange du réservoir dans les meilleurs délais pour un stockage du produit contenu dans un autre dépôt (zone Caraïbes ou autre). Dans le cas où une solution est techniquement réalisable dans un délai plus court que celui susmentionné, cette opération est mise en œuvre dans les meilleurs délais.
Constats : L'inspection a noté que le renforcement de la surveillance quotidienne, la mise en œuvre des contrôles géométriques du réservoir tous les mois et la transmission de l'étude technique avaient été réalisés conformément aux exigences de l'arrêté. Ces contrôles géométriques concluant à une rotondité non admissible en partie haute du réservoir qui ne remettrait pas en cause, d'après l'exploitant, la tenue du réservoir mais plutôt la faculté de déplacement de l'écran de toit. Toutefois, il a été constaté que le réservoir A2 était toujours en exploitation le jour de l'inspection et que, par conséquent, les contrôles au titre du plan de modernisation des installations industrielles objet de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n'avaient pas été engagés. L'exploitant a indiqué que des difficultés d'exploitation (déclenchements des unités) et la composition du réservoir A2 (forte proportion de produits légers) avaient conduit au fait que l'échéance fixée par l'arrêté de mise en demeure n'avait pas pu être respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte